

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPGR/W/12

20 mai 1996

(96-1930)

Groupe de travail des règles de l'AGCS

DISPOSITIONS DES ACCORDS COMMERCIAUX REGIONAUX RELATIVES AUX SUBVENTIONS ET APPLICABLES AU COMMERCE DES SERVICES

Note du Secrétariat

Introduction

1. A sa réunion tenue le 28 mars 1996, le Groupe de travail des règles de l'AGCS a demandé au Secrétariat d'établir une note décrivant les dispositions relatives aux subventions et applicables au commerce des services qui existent déjà dans des accords commerciaux régionaux. Quelque 137 accords régionaux ont été notifiés au GATT/à l'OMC au titre de l'article XXIV, et 15 autres l'ont été en application de la clause d'habilitation. Un assez petit nombre de ces accords contiennent des dispositions régissant spécifiquement le commerce des services et ceux qui traitent du subventionnement ou des voies de recours contre ces pratiques sont encore moins nombreux. Parmi les accords considérés, les accords ci-après contiennent des dispositions expresses concernant les subventions et les voies de recours dans le domaine des services: le Protocole concernant le commerce des services annexé à l'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais, le traité instituant la Communauté économique européenne, les accords européens, l'Accord sur l'Espace économique européen, et l'Accord établissant l'Union douanière entre la République slovaque et la République tchèque. Des dispositions générales relatives aux subventions et aux voies de recours en la matière figurent dans de nombreux autres accords régionaux, mais elles sont libellées de telle façon qu'il est difficile d'affirmer qu'elles puissent s'appliquer au commerce des services, même si ce dernier est régi par les accords en question.

Dispositions pertinentes

2. *Le Protocole concernant le commerce des services annexé à l'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais (ACREANZ).* Ce protocole prévoit expressément des obligations concernant des subventions nouvelles ou renforcées dans le secteur des services. L'article 11 du protocole dispose que "[l]es Etats membres n'institueront pas de nouvelles subventions et incitations à l'exportation et autres mesures d'aide faussant directement le commerce des services entre eux; ils ne renforceront pas non plus les mesures en vigueur et ils s'efforceront de supprimer toutes ces mesures d'ici au 30 juin 1990". Ces obligations sont exécutoires par le biais des dispositions de l'article 19 du protocole, qui concerne les consultations (le règlement des différends), et aucune voie de recours spécifique assimilable à une mesure compensatoire n'est envisagée dans le cadre du Protocole concernant les services annexé à l'ACREANZ.

3. *Le Traité instituant la Communauté économique européenne.* L'article 92 du Traité de Rome est applicable aux subventions internes dans le domaine des services. Il prévoit que, sauf disposition contraire, "sont incompatibles avec le marché commun, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions". Comment dans le cas de l'ACREANZ, aucun mécanisme n'est

prévu pour compenser les aides d'Etat. En fait, l'article 93 du traité habilite la Commission à demander à l'Etat membre concerné de supprimer ou de modifier une aide accordée par l'Etat. Si l'Etat en cause ne se conforme pas à cette décision dans le délai imparti, la Commission ou tout autre Etat intéressé peut saisir directement la Cour de justice, par dérogation aux articles 169 et 170. Il convient de noter que l'article 92 a été appliqué dans certains secteurs de services, notamment les transports aériens et les activités bancaires.

4. *Les accords européens.* Un grand nombre des accords de libre-échange conclus entre les Communautés européennes et les pays d'Europe orientale contiennent une disposition, analogue à celle de l'article 92 du Traité de Rome, qui proscriit les aides susceptibles de fausser la concurrence et donne à la partie lésée le droit d'imposer des mesures commerciales à la frontière. Par exemple, le paragraphe 1 de l'article 32 de l'accord conclu avec la Hongrie dispose que "toute aide publique qui fausse ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions" est incompatible avec le bon fonctionnement de l'Accord. Celui-ci prévoit que des réglementations seront adoptées dans un délai de trois ans à compter de son entrée en vigueur pour la mise en oeuvre des dispositions relatives aux aides d'Etat. Entre-temps, la législation nationale pertinente est applicable au cas où des mesures sont prises qui sont incompatibles avec l'article 32 de l'Accord. Si la Communauté ou la Hongrie estime qu'une pratique donnée est incompatible avec le paragraphe 1 de l'article 32, la partie concernée peut, dans les circonstances prévues, prendre les "mesures appropriées" qui doivent être compatibles avec l'Accord général ou tout autre instrument pertinent négocié sous les auspices du GATT et applicable entre les parties. Etant donné qu'il n'existe encore aucune règle relative aux mesures susceptibles d'être imposées à l'encontre de subventions dans le domaine des services qui peuvent avoir un effet de distorsion, on peut raisonnablement penser que la question de l'incompatibilité avec les règles internationales ne se pose pas pour l'instant.

5. *L'Accord sur l'Espace économique européen (EEE).* L'article 61 de l'Accord sur l'EEE prévoit que, sauf disposition contraire, "sont incompatibles avec le fonctionnement du présent accord, dans la mesure où elles affectent des échanges entre les parties contractantes, les aides accordées par les Etats membres de la CE ou par les Etats de l'AELE ou accordées au moyen de ressources d'Etat, sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions". Au cas où l'une des parties à l'Accord considère que l'autre partie a recours à des mesures incompatibles avec cette disposition, les dispositions de l'article 64 sont applicables. Celles-ci se lisent comme suit:

1. Si l'une des autorités de surveillance considère que l'application par l'autre autorité de surveillance de [l']article 61 ... n'est pas conforme au maintien de conditions égales de concurrence sur le territoire couvert par le présent accord, des échanges de vues ont lieu dans un délai de deux semaines ...

Si une solution n'a pas été trouvée d'un commun accord à la fin de ce délai de deux semaines, l'autorité compétente de la partie contractante affectée par la distorsion de concurrence peut immédiatement adopter des mesures provisoires en vue d'y remédier.

Des consultations ont alors lieu au sein du Comité mixte de l'EEE en vue de trouver une solution mutuellement acceptable.

Si, dans les trois mois, le Comité mixte de l'EEE n'a pas été capable de trouver une telle solution, et si la pratique en question cause ou menace de causer une distorsion de concurrence affectant les échanges entre les parties contractantes, les mesures provisoires peuvent être remplacées par des mesures définitives, strictement nécessaires pour compenser les effets d'une telle distorsion. Par priorité devront être choisies les mesures qui apportent le moins de perturbations au fonctionnement du présent accord.

6. *L'Accord établissant l'Union douanière entre la République slovaque et la République tchèque.* L'Accord contient une disposition relative au traitement national dans le domaine des services et un article régissant séparément les aides (subventions). En raison des termes très généraux employés pour désigner les aides, on pourrait affirmer que des mesures compensatoires pourraient être appliquées à l'encontre de subventions dans le secteur des services. L'article 19 de l'Accord dispose que "[t]oute aide accordée par une partie contractante directement ou au moyen des ressources de l'Etat sous quelque forme que ce soit, qui fausse ou menace de fausser la concurrence économique en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises sera, dans la mesure où elle affecte le commerce entre les parties contractantes, incompatible avec le bon fonctionnement du présent accord". L'Accord prévoit aussi la création d'une commission d'arbitrage chargée de régler les différends.

Conclusions

7. Il ressort clairement de ce qui précède que les accords et arrangements régionaux ne contiennent guère de règles concernant les subventions applicables au commerce des services. Aucun d'entre eux ne prévoit de mesures compensatoires à l'encontre d'échanges de services effectués au bénéfice d'une subvention. Il semble que la préférence soit donnée à un mécanisme de règlement des différends, l'utilisation de subventions étant par ailleurs subordonnée à des disciplines de fond.